

débatmilitant

Lettre éditée par des militants de la LCR | N° 72 | 07 septembre 2005

Contact-abonnement-désabonnement : debatmilitant@wanadoo.fr | Site : www.lcr-debatmilitant.org

Comité de coordination : Fabienne Autan, Charles Boulay, Serge Godard,
Valérie Héas, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Gérard Villa

Sommaire

- Villepin, Sarkozy, Parisot agressent, les directions syndicales tergiversent, aux travailleurs et aux militants de prendre l'initiative
- Le PC, la Ligue et LO...
- Le PS, dominé par les ambitions personnelles, en quête de perspectives et d'une politique

Villepin, Sarkozy, Parisot agressent, les directions syndicales tergiversent, aux travailleurs et aux militants de prendre l'initiative

Pour le gouvernement, la rentrée est celle des attaques tous azimuts contre les salariés, les chômeurs, la population. Villepin a, de toute évidence, manqué le rendez-vous qu'il s'était fixé avec la confiance... Derrière les rivalités électoralles, le candidat de la « *croissance sociale* » et Sarkozy qui se veut celui de la rupture avec la droite de cohabitation, chassent tous les deux sur les mêmes terres et pour le même compte, main dans la main avec Parisot. Pour maintenir les profits dans un contexte de concurrence internationale exacerbée, la bourgeoisie a besoin de baisser par tous les moyens le coût de la force de travail.

Croissance de l'exploitation et de la violence sociale

L'ensemble des mesures annoncées par le gouvernement ces derniers jours se résume à des cadeaux aux plus riches (plafonnement des impôts, remise en cause de l'ISF au nom de la « *correction des aberrations* », nouvelles exonérations de la taxe professionnelle) et à la remise en cause des droits du monde du travail. La « *croissance* » de Villepin, c'est celle des inégalités, le nivellation par le bas des salaires alors que les prix flambent, c'est la chasse aux pauvres et aux chômeurs avec la réintroduction des pénalités, de la dégressivité des allocations, et l'instauration de contrôles plus étroits pour les « *bénéficiaires* » du RMI.

Alors que la presse publie le palmarès des grandes fortunes, le patronat enchaîne les annonces de plans de licenciements, utilise la pression du chômage et mène une véritable campagne d'opinion. Parisot a ainsi multiplié ces derniers jours les déclarations : « *On ne peut pas donner ce qu'on n'a pas* »... « *la précarité est inhérente à la condition humaine* »... « *le taux de chômage est anormalement élevé... un déshonneur pour notre pays* ».

En même temps, cette championne du dialogue social vient de mettre sur pied une commission de « dialogue économique » afin d'établir avec les syndicats « *un diagnostic commun de la situation* ». « *J'ai du mal à croire qu'on ne puisse pas trouver un terrain d'entente* » a-t-elle déclaré au sujet des négociations à venir...

Les syndicats englués dans le dialogue social et la cogestion

« *Je ne fais pas a priori de procès d'intention à la nouvelle équipe du Medef* a déclaré de son côté Mailly, *on la jugera aux actes, en particulier au cours des prochaines négociations* ». Et il s'est rendu, ainsi que Chérèque, à l'invitation de l'université d'été du Medef intitulée cette année « *Réenchanter le monde* »...

Les confédérations syndicales sont anesthésiées face à l'offensive du patronat et du gouvernement, embourbées dans le diagnostic partagé et la cogestion (les négociations concernant l'Unedic approchent et les directions ont quelques intérêts à y défendre). Face à Villepin, que toutes sont allées rencontrer, elles se sont dites « *déçues* », Thibault jugeant « *qu'il est beaucoup plus à l'écoute des suggestions patronales que de ce que disent et clament les organisations syndicales* ». Belle découverte ! Les directions des confédérations ont... porté plainte devant le Conseil d'Etat... et il a fallu bien du temps pour que, sous la pression de l'opinion et de leur base, elles décident finalement d'une journée nationale intersyndicale et interprofessionnelle pour l'emploi et les salaires, que Thibault a annoncé comme devant « *probablement* » avoir lieu mardi 4 octobre.

Même si leurs tergiversations et le « *suspense* » sur la date révèlent les rivalités et les limites que les directions voudraient par avance lui fixer (Chérèque souhaitait un samedi de façon à ne pas avoir besoin d'appeler à la grève), la préparation de cette journée peut être l'occasion pour les équipes militantes de se reconstituer et de mobiliser, d'agir pour reconstruire le rapport de forces.

Une colère qui ne demande qu'à exploser...

Les conséquences de leur politique, de la guerre que mènent le patronat et le gouvernement aux pauvres sont dramatiques. L'augmentation de la pauvreté, le drame des incendies de logements insalubres à Paris révèlent la réalité de leur société qui condamne une fraction toujours plus grande des travailleurs à vivre sans droits, pour certains entassés dans des logements vétustes, sans eau, risquant leur vie et celle de leurs enfants à deux pas des quartiers chics.

Parmi les travailleurs, les militants, il y a à la fois une profonde révolte, la conscience que seules les luttes peuvent changer le rapport de force et l'inquiétude devant les difficultés, des hésitations, une sourde aspiration à retrouver le chemin des luttes pour se dégager des échecs passés.

C'est ce qui s'est exprimé déjà le 29 mai, la volonté de leur dire Non, de stopper leur logique destructrice.

Dans les réunions syndicales et partout où nous militons, dans les collectifs, nous pouvons peser pour que cette journée intersyndicale soit un succès, pour qu'elle aille au-delà de ce qu'ont prévu ceux qui l'ont organisée sous la pression de leur base. Cela ne peut se faire qu'en suscitant en même temps tous les débats, en faisant les bilans de la politique du « *diagnostic commun* » sans craindre de critiquer la politique des directions syndicales. Face à l'offensive et à la propagande du patronat et du gouvernement, nous avons besoin de faire notre propre propagande, c'est-à-dire aussi la critique de la collaboration de classe, de ce poison qu'elle distille dans les rangs des militants, la passivité, la résignation, le cynisme bureaucratique.

Le mécontentement cherche les moyens s'exprimer, le besoin de solidarité est profond, et même si tout le monde mesure les difficultés de construire un mouvement capable de faire reculer le patronat, la volonté de rendre les coups est grande. Dans les syndicats, les unions locales, les collectifs et partout où nous militons, nous avons besoin de discuter d'un plan de lutte pour préparer cette journée mais aussi pour envisager l'après, pour rassembler tous ceux qui veulent résister, aider à la convergence des initiatives.

La préparation de cette journée est l'occasion d'œuvrer à l'unité, une unité démocratique, entre les organisations mais surtout entre travailleurs. Elle sera l'occasion de dire dans la rue la colère et la

révolte. Patronat et gouvernement sont inquiets. Ils ont raison. Leur démagogie populiste et réactionnaire, leur mépris de la population les isole dans leur obsession du pouvoir. Ils sont en train de franchir de seuil du tolérable. La colère s'accumule face aux inégalités et aux destructions sociales, à l'arrogance, et l'explosion n'est peut-être pas loin....

Carole Lucas

↑

Le PC, la Ligue et LO...

L'Humanité du 29 août dernier a consacré une large place aux débats qui se sont tenus lors de l'Université d'été de la Ligue entre les différentes composantes qui ont fait campagne contre la constitution dans les collectifs du Non. L'éditorial de ce numéro, paru au lendemain de l'université d'été du PS qui se tenait en même temps que la nôtre, était, en outre, consacré à une analyse de « *l'avenir de la gauche* » et se concluait par les deux paragraphes suivants :

« *Si, au PS, certains se livrent, selon la formule d'Arnaud Montebourg, à une « théorisation de sa propre impuissance », la possibilité de transformer véritablement la société a également traversé les débats de la LCR. Celle-ci, avec son concubinage avec LO, s'était enfermée dans la diatribe, et donc dans une autre forme d'impuissance. L'expérience des actions communes lors du référendum conduit beaucoup de ses militants à envisager d'autres pistes.* »

L'avenir de la gauche est en fait plus ouvert que les débats d'ambition ou les concours de petites phrases du week-end peuvent le laisser penser. En engageant les autres forces à réfléchir et à se confronter sur les axes d'une politique alternative, lors de la Fête de l'Humanité et plus tard au mois d'octobre, Marie-George Buffet met le doigt sur ce qui pourrait doter la gauche de la dynamique populaire qui a fait la force du « non ». Et sur ce qui garantirait à ses électeurs de rester décideurs. »

L'Union populaire majoritaire, une nouvelle formule pour une vieille politique

De toute évidence, certains, au PCF, voudraient enfoncer un coin entre nos deux organisations. Il y aurait d'un côté, LO, associée à la « *diatribe* » et « *l'impuissance* », de l'autre une Ligue qui, libérée du « *concubinage* » avec LO, se poserait enfin la question de « *véritablement transformer la société* ». L'auteur de l'article, en même temps qu'il utilise pour les besoins de sa démonstration les faiblesses de LO, son refus de la discussion publique, met sur le même plan l'unité dans une campagne comme celle contre la constitution européenne et l'unité politique dans une « *alternative* » qui permettrait « *de garantir aux électeurs de rester décideurs* », une pure utopie si les « *électeurs* » se contentent de rester électeurs.

Marie-George Buffet a précisé, dans une interview publiée dans le même numéro de *L'Humanité*, ce qu'elle entend par une « *politique alternative* ». « *Je l'ai dit à l'université d'été de la LCR samedi : ce n'est pas seulement la gauche de gouvernement qui est en échec ces dernières décennies, c'est toute la gauche. Personne n'a vraiment réussi à changer la vie des Français, à contrer l'offensive libérale. C'est toute la gauche qui doit se dépasser pour construire un nouveau projet politique alternatif qui change vraiment la vie. L'ambition est bien de construire, comme pour le référendum, un rassemblement majoritaire, une union populaire, une majorité politique en faveur d'autres choix, et non une simple opposition de témoignage, même très déterminée.* »

Autrement dit, Marie-George Buffet promet d'ouvrir une autre perspective que celle, faillie, de l'Union de la Gauche des années 80 ou de la Gauche plurielle des années 1997-2002. Certes, l'intention est louable, mais il ne suffit pas de changer les mots pour changer la réalité, bien des militants du Parti communiste, qui ont par le passé entendu des discours semblables, en ont fait

l'expérience. Cette « *union populaire majoritaire* », qu'est-elle d'autre qu'une nouvelle mouture de la gauche gouvernementale de 1997, incluant toutes ses composantes, y compris celles, comme le PS du Oui, qui ont fait campagne pour faire accepter par la population une constitution européenne qui est un concentré de toutes les attaques menées ces dernières années contre les droits, sociaux et démocratiques, du monde du travail ?

Comme la perspective d'entrer dans un gouvernement de ce type est pour le moins hypothétique, les dirigeants du PC bénéficient d'une marge de manœuvre, s'autorisent à se rendre à l'Université d'été de la LCR, dans le même temps qu'ils invitent, lors de la fête de l'Huma, des représentants de « *toute la gauche* ». Ils ont besoin, en effet, de la fréquentation de l'extrême gauche pour remobiliser leurs militants qui ne veulent pas d'une nouvelle alliance avec le PS, et se refaire une santé électorale en se donnant une image plus radicale. Leur hantise -et ils ne le cachent pas- c'est rééditer la catastrophe de la présidentielle de 2002 où leur candidat, Robert Hue, s'était vu devancé et par Arlette Laguiller et par Olivier Besancenot, avec un peu plus de 3 % des voix.

Le PC veut évidemment inverser la tendance, ce dont lui pourrait être gré, d'ailleurs, le Parti socialiste, non seulement à cause d'intérêts électoraux, mais également du point de vue des intérêts de la bourgeoisie elle-même qui s'inquiète de la possible cristallisation de la contestation sociale dans un parti politique réellement indépendant d'elle.

Marie-George Buffet pourrait s'interroger sur ce qui a été plus utile aux travailleurs ces dernières années, « *une opposition très déterminée* », fût-elle parfois « *de témoignage* » seulement, ou des ministres qui ont tenté de faire passer des « *ouvertures de capital* », pour ne prendre qu'un exemple, pour autre chose que des privatisations ? Cette politique, contrairement à ce qu'avance Marie-George Buffet, ce n'était pas une « *erreur* », mais la conséquence d'un choix politique assumé, celui de gérer les affaires de la bourgeoisie, dans le cadre des institutions. En outre, c'est bien la gauche de gouvernement qui en est la seule comptable.

Le refus de participer à un gouvernement dans le cadre des institutions et de la mainmise des trusts sur toute l'économie -et l'un ne va pas sans l'autre- les dirigeants de gauche le qualifient au mieux de choix de « *l'impuissance* » ou de manque « *d'ambitions* », au PC, d'attitude « *protestataire* » ou de refus de prendre ses responsabilités, de « *mettre ses mains dans le cambouis* » au PS, quand ce n'est pas de « *dangereux extrémisme* ».

C'est bien parce qu'elle est restée indépendante du gouvernement Jospin, comme elle le serait vis-à-vis de tout gouvernement de la bourgeoisie que l'extrême gauche, la Ligue comme LO, a pu combattre cette politique, permettre que se fassent entendre la voix et la protestation du monde du travail, et contribuer à la renaissance de la contestation sociale et des mobilisations. Loin d'être la voix de « *l'impuissance* », elle a été au contraire un encouragement à la résistance, à la mobilisation, à l'organisation des forces pour la lutte.

Unir pour les luttes, débattre, regrouper les révolutionnaires

Derrière cette polémique, il y a un débat de fond qui intéresse tous les travailleurs, les militants, et que nous entendons mener partout et avec tout le monde. Peut-on imaginer transformer la société sans s'attaquer au capitalisme, réellement, c'est-à-dire par la prise de contrôle par la population elle-même de l'économie ? Toute l'expérience de la gauche gouvernementale nous montre que cela n'est pas possible.

Nous ne croyons pas possible d'agir en faveur des classes opprimées en étant à la tête, fût-on majoritaire dans l'opinion, d'un Etat dont la vocation première est de protéger le droit des classes possédantes à exploiter. Toute l'histoire récente l'a montré, un gouvernement, même élu sur un programme radical, finit par agir contre les intérêts de la population avant d'être éliminé par une fraction plus réactionnaire de la classe politique qu'il aura contribué à renforcé par ses propres capitulations.

De toute évidence, nous ne sommes pas d'accord là-dessus, c'est un des « *sujets qui fâchent* », comme le disait Olivier Besancenot lors de la table ronde qui a réuni les différentes composantes des collectifs du Non à notre Université d'été, mais le débat sur cette question est de la plus haute importance pour l'ensemble du mouvement social, pour le monde du travail et tous ceux qui s'en revendiquent. Il y a là un point essentiel qui nous réunit avec nos camarades de Lutte ouvrière. Et on

ne peut que se féliciter que le débat se mène publiquement et largement.

C'est pourquoi tout en souhaitant et en proposant l'unité la plus large pour préparer la riposte à l'offensive gouvernementale et patronale, nous travaillons en même temps à regrouper tous ceux qui pensent que la seule manière de transformer véritablement la société passe par une rupture avec le capitalisme et les institutions qui le protègent, tous les révolutionnaires, dont bien évidemment Lutte ouvrière, du moins si celle-ci cesse de refuser la confrontation et l'engagement démocratique dans la bataille politique.

Galia Trépère



Le PS, dominé par les ambitions personnelles, en quête de perspectives et d'une politique

Le PS, en cette rentrée marquée par l'offensive brutale de la droite gouvernementale, et quelques mois à peine après la victoire du « non » au référendum, semble au bord de l'implosion. Son université d'été était une cacophonie dont émerge surtout une pléthore de candidats à la candidature pour les présidentielles : Lang, Strauss-Kahn, Aubry, Fabius et la liste reste ouverte, Ségolène Royal, n'excluant pas, aux dernières nouvelles, de poser la sienne...

Lors du dernier Conseil national du PS qui s'est tenu mardi 6 septembre et auquel participaient tous les leaders, y compris Fabius, le ton était à l'unité retrouvée autour de la critique du gouvernement Villepin. Hollande voudrait reprendre l'initiative en tenant un discours plus à gauche, mais cela ne peut masquer que l'heure est, avant tout, à l'affrontement des ambitions rivales et que le PS n'a aucune politique à proposer pour répondre aux difficultés voire aux situations dramatiques dans lesquelles la population se débat : les impatients sont priés d'attendre qu'il se mette « *en ordre de marche* »... pour 2007.

Le PS du « non » prisonnier de sa politique passée

La crise qui secoue le PS et que le référendum a accentuée, est une conséquence de la profonde rupture qui s'est installée entre la gauche de gouvernement et son électorat populaire. Elle est loin de se limiter à la division formelle entre « tenants du oui » et « tenants du non » au référendum à laquelle certains voudraient la cantonner. Le PS, parti de gouvernement, est, fondamentalement, un « parti du oui », en ce sens qu'il a largement contribué à construire l'Europe des trusts, cette même Europe des reculs sociaux que le Traité constitutionnel avait pour but de sanctifier.

Le vote massif pour le non, en particulier chez les ouvriers et les jeunes, est avant tout un désaveu de cette politique libérale. Et donc de tous ceux qui l'ont menée dans le cadre de l'alternance gauche-droite, qu'ils aient été pour le oui, comme Hollande et les anciens ministres Lang et Strauss-Kahn ou pour le « non », comme les anciens ministres, Fabius, Emmanuelli ou Mélenchon.

Le rêve des tenants du non au sein du PS, au-delà de leurs ambitions personnelles, est de s'appuyer sur le non pour tenter de redonner corps à une politique de « gauche », de promouvoir une « nouvelle union de la gauche », « anti-libérale », capable de regagner une partie de la confiance perdue dans l'électorat populaire.

Mais pas un des dirigeants de la gauche du PS ne critique sa politique passée. Mélenchon nous expliquait, à l'université d'été de la LCR, que pour lui, cette nouvelle gauche devait se constituer

autour d'un nouveau « programme commun », et qu'une de ses composantes serait obligatoirement le PS du « oui ». Fabius se bat prudemment pour la direction du PS en essayant de convaincre les uns et les autres que son orientation est la seule susceptible de redonner au PS une influence dans les classes populaires et donc la meilleure chance de maintenir les postes des élus. C'est ce qu'il appelle « *transformer le parti de l'intérieur* », par le jeu des rapports de forces.

Mais à trop vouloir disputer le rôle d'unificateur du parti à Hollande, Fabius et ses partisans lui laissent l'initiative et le PS du « non » apparaît comme dominé par le oui.

Le jeu politique interne des leaders de la gauche du PS ces dernières semaines est à cet égard révélateur. Fabius a été écarté de la direction du PS dès le lendemain des résultats. Les dirigeants de la gauche du PS - qui voudraient nous faire croire qu'ils voient en Fabius un rempart anti-libéral -, protestent contre un tel déni, prétendant qu'en toute rigueur démocratique, c'est au contraire lui, Fabius, le seul membre de la direction du PS à avoir fait le bon choix, qui devrait désormais assurer la direction politique du PS. Dans la même logique, Peillon faisait campagne, avant l'université d'été, pour convaincre les militants que Hollande, dont la politique venait d'être désavouée par l'électorat de gauche, ne pouvait continuer à assurer la direction. Il en est pour ses frais : Hollande passe pour avoir réussi à sauver l'unité, et du même coup sa peau de patron du PS.

Nous nous garderons bien de faire des pronostics sur la suite. Et, d'une certaine façon, l'issue de ces batailles de pouvoir n'a guère d'importance au sens où, contrairement à ce que certains s'acharnent à croire, il n'y a pas de différence entre les politiques que les dirigeants du PS mettraient en œuvre s'ils revenaient au gouvernement. La construction d'une « *alternative politique à gauche* » rompant avec la politique d'alternance, que certains voyaient en germe dans la « gauche du non », semble pour le moins hypothétique...

L'impossible renouveau d'une union de la gauche

Au lendemain de l'Université d'été du PS, le PC, par la voix de *l'Humanité*, notait que Hollande, avait, dans son discours de clôture «... confirmé, qu'au-delà des désaccords entre tenants du 'oui' et du 'non', le prochain congrès du PS opposerait les tenants d'un discours de gauche et les partisans d'un social-libéralisme affirmé ».

Certes ! Mais cela n'a pour autant pas amené la direction du PC à changer de cap : pas d'avenir, pour elle, hors le retour au gouvernement dans le cadre des « *institutions démocratiques* ». Bien sûr, pour Buffet, cela devrait être dans le cadre d'une « *union populaire* », vraiment « *en prise avec le peuple de gauche* ». Mais une « *union populaire* » dont l'axe incontournable serait le PS, dont le PC reste directement dépendant dans le cadre électoral. Autant dire que la direction du PC, tout comme la dite gauche du PS, reste ainsi prisonnière des « *partisans du social-libéralisme affirmé* » qui dirigeront immanquablement tout futur bloc électoral de gauche.

L'évolution actuelle de l'opposition parlementaire suit sa propre logique. Aux avant-postes de la cohabitation, elle a mené depuis plus de vingt ans, en alternance avec la droite, une politique au service du patronat qui a abouti à la rupture avec son électorat populaire. C'est la raison de l'échec du candidat Jospin, expression brutale de cette rupture. Comme réponse à cette situation, la gauche gouvernementale n'a alors pas imaginé d'autre solution que de s'en remettre à la droite, en appelant à voter Chirac, dans la logique même de la politique de cohabitation.

Les résultats aux Régionales ont pu donner l'illusion d'un changement de tendance (toutes les régions sauf une ont été gagnées par le PS). Mais cette « vague rose » n'a pas protégé le PS de la crise, accélérée par la division sur la campagne pour le référendum.

Le PS n'a pas d'autre politique que de gérer les affaires de la bourgeoisie, ce qu'il a fait depuis plus de vingt ans, ce qu'il continue à faire au niveau des conseils régionaux. Voilà pourquoi il est cloué au sol face à la droite, sans idée et sans politique.

Il lui laisse le terrain libre. Ce qui nous donne l'occasion de voir les dirigeants de celle-ci se répartir tous les rôles de la farce : Sarkozy se pose, pour 2007, en candidat de rupture avec la droite de cohabitation... dont il est actuellement ministre de l'Intérieur ; Bayrou pose, lui, au meilleur opposant face au populisme ravageur de Sarkozy... derrière Villepin qui se voit bien regrouper sur son nom, en 2007, le vote de tous ceux qui ne veulent pas de Sarkozy comme président.

Au sein du PS lui-même, un certain nombre de dirigeants, dont Rocard et Kouchner, sont tenté de

jouer le match au centre. Prenant acte, en quelque sorte, de la rupture avec l'électorat du gauche, ils sont prêts à la rupture avec « *les pseudo-marxistes* » Fabius et Mélenchon « *et leurs utopies fripées* », y compris au prix d'une scission. Kouchner l'avoue, il « *aime autant discuter avec les militants centristes qu'avec ceux d'Attac* » et « *n'exclut pas de travailler sur certains sujets avec le président de l'UDF François Bayrou* ». C'est déjà tout un programme...

Changer la vie, c'est changer le rapport de force entre les classes

Le terrain de l'affrontement politique se déplace des luttes parlementaires à la lutte des classes sans fard. Le gouvernement mène tambour battant la politique des patrons, la gauche parlementaire social-libérale est sans politique, entraînant avec elle une « gauche du non » impuissante et dominée par la situation. Par delà les querelles internes, la démonstration est faite que, pour les travailleurs, la réponse à leurs problèmes de ne peut venir de combinaisons parlementaires.

Les illusions sur une alternative de gauche capable de représenter les intérêts populaires se dissipent non seulement parmi la grande masse des travailleurs mais parmi les militants et sympathisants du PC, de la gauche du PS, des syndicats... Tout cela contribue à ce que la conscience se développe parmi les travailleurs et les militants que seule une lutte d'ensemble pour la défense de nos propres intérêts est capable de changer le cours des choses.

Cette conscience est encore paralysée par le désarroi, par le poids des échecs passés, il faut retrouver la confiance. Le 29 mai a montré qu'il était possible d'infliger un camouflet aux partis de gouvernement sur le terrain électoral. Passer à l'offensive sur le terrain des luttes nécessite un autre degré de conscience, d'organisation, de mobilisation, de solidarité, et aussi d'unité.

C'est le défi que les travailleurs, les militants, ont à relever.

Eric Lemel



**N'hésitez pas à diffuser
et faire circuler *débatmilitant*. Merci.**